

SENATO DELLA REPUBBLICA

VI LEGISLATURA

(N. 1307)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati, nella seduta del 18 ottobre 1973
(V. Stampato n. 1200)*

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(MEDICI)**

**di concerto col Ministro della Marina Mercantile
(LUPIS)**

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 20 ottobre 1973*

**Ratifica ed esecuzione della Convenzione sulla conservazione
delle risorse biologiche dell'Atlantico sud orientale, adottata
a Roma il 23 ottobre 1969**

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione sulla conservazione delle risorse biologiche dell'Atlantico sud orientale, adottata a Roma il 23 ottobre 1969.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo 18 della Convenzione stessa.

CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES DE L'ATLANTIQUE SUD-EST

PRÉAMBULE.

Les Gouvernements des Etats Parties à la présente Convention, considérant l'intérêt que présentent pour eux les ressources biologiques de l'Atlantique Sud-Est et désireux de coopérer au maintien et à l'exploitation rationnelle de ces ressources, sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I.

1. La zone à laquelle s'applique la présente Convention, ci-après dénommée « zone de la Convention », comprend toutes les eaux dont le périmètre est délimité comme suit:

Une ligne partant d'un point situé par 6°04'36" de latitude Sud et 12°19'48" de longitude Est et suivant une direction Nord-Ouest le long d'une ligne de rhumb jusqu'au point d'intersection du 12^{ème} méridien Est et du 6^{ème} parallèle Sud, puis se dirigeant plein Ouest le long de ce parallèle jusqu'au 20^{ème} méridien Ouest, puis plein Sud le long de ce méridien jusqu'au 50^{ème} parallèle Sud, puis plein Est le long de ce parallèle jusqu'au 40^{ème} méridien Est, puis plein Nord le long de ce méridien jusqu'à la côte du continent africain, puis à l'Ouest le long de cette côte jusqu'au point de départ.

2. La limite Est, située sur le 40^{ème} méridien Est, sera revue si une convention pour la conservation des ressources biologiques de la mer s'appliquant à une zone immédiatement adjacente à cette limite devait être établie.

ARTICLE II.

Aucune disposition de la présente Convention ne peut être considérée comme portant atteinte aux droits, revendications ou points de vue de toute Partie contractante concernant la limite de la mer territoriale ou l'étendue de la juridiction en matière de pêche, conformément au droit international.

ARTICLE III.

La présente Convention s'applique à toutes les ressources ichtyologiques et autres ressources biologiques de la zone de la Convention, à l'exception des ressources qui peuvent être exclues en vertu d'arrangements ou d'accords conclus par la Commission, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article XI de la présente Convention.

ARTICLE IV.

Les Parties contractantes conviennent de créer une Commission et d'en assurer le maintien; cette Commission sera désignée sous le nom de Commission internationale des pêches pour l'Atlantique Sud-Est, ci-après dénommée « la Commission », et son rôle sera de remplir les fonctions énoncées dans la présente Convention.

ARTICLE V.

1. La Commission se réunit en session ordinaire au moins une fois tous les deux ans. Elle peut être convoquée en session extraordinaire à tout moment, à la demande de l'une des Parties contractantes, sous réserve que cette demande soit appuyée par trois autres Parties contractantes au moins.

2. Chacune des Parties contractantes est représentée à la Commission par trois délégués au plus, qui peuvent être accompagnés par des experts et des conseillers.

3. Chacune des Parties contractantes dispose d'une voix au sein de la Commission. Sauf dispositions contraires de la présente Convention, les décisions de la Commission sont prises à la majorité des deux tiers des Parties contractantes présentes et votantes. Le quorum est constitué par les deux tiers des Parties contractantes.

4. A chacune de ses sessions ordinaires, la Commission élit parmi les délégués un Bureau constitué par un Président, un premier Vice-Président et un deuxième Vice-Président, dont les mandats expirent avec l'élection de leurs successeurs à la session ordinaire suivante et qui ne peuvent être élus plus de deux fois de suite aux mêmes fonctions. Lorsqu'il exerce les fonctions de Président, un délégué n'a pas le droit de vote.

5. Les langues de travail de la Commission sont l'anglais, le français et l'espagnol.

6. La Commission adopte le règlement intérieur et toutes autres dispositions internes d'ordre administratif nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Les organes subsidiaires créés par la Commission en vertu des dispositions de l'article VII peuvent adopter leur règlement intérieur, mais celui-ci n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par la Commission.

ARTICLE VI.

1. Afin d'atteindre les objectifs de la présente Convention, la Commission est chargée d'étudier toutes les ressources ichtyologiques et autres ressources biologiques de la zone de la Convention. Cette étude comprendra des recherches concernant l'abondance, le cycle biologique, la biométrie et l'écologie de ces ressources, ainsi que l'étude de leur milieu. Pour effectuer ces recherches, la Commission rassemblera, analysera, publiera et diffusera par tout moyen approprié les informations d'ordre statistique, biologique et autres renseignements scientifiques sur ces ressources.

2. En s'acquittant de ses fonctions, la Commission utilise, dans la mesure du possible, les services techniques et scientifiques des organismes officiels des Parties contractantes ainsi que les informations que lui fournis-

sent ces organismes. Elle peut, si cela apparaît nécessaire, utiliser d'autres services et renseignements et peut également entreprendre, dans les limites de son budget supplémentaire, des recherches indépendantes destinées à compléter les recherches effectuées par les gouvernements et les institutions nationales ou par d'autres organismes internationaux.

3. Les Parties contractantes s'engagent à fournir, à la demande de la Commission, tout renseignement disponible, d'ordre statistique ou autre, dont la Commission pourrait avoir besoin aux fins de la présente Convention.

ARTICLE VII.

1. La Commission peut établir un Comité régional pour chacune des régions qui pourront être constituées sur une base écologique dans la zone de la Convention et un Comité d'étude des stocks pour tout stock se trouvant dans cette zone. La Commission peut aussi créer un Conseil consultatif scientifique, ci-après dénommé le « Conseil ». La Commission peut constituer tout autre organe subsidiaire nécessaire à l'exercice de ses fonctions et en déterminer dans chaque cas la composition et le mandat.

2. Les Comités régionaux ont les attributions spécifiées au présent article, sauf à l'égard des stocks pour lesquels un Comité d'étude a été établi.

3. Un Comité régional ou un Comité d'étude des stocks peut proposer, sur la base des résultats d'enquêtes scientifiques, des mesures applicables à la région ou au stock pour lequel il a été créé, et examine toutes les propositions qui lui sont soumises par la Commission.

4. Un Comité régional ou un Comité d'étude des stocks peut élaborer des projets de recommandation en vue de les soumettre à la Commission. La Commission peut les adopter après y avoir apporté, le cas échéant, les modifications qui lui paraissent pertinentes, conformément aux dispositions de l'article VIII de la présente Convention.

5. La Commission désigne les Parties contractantes qui peuvent être représentées aux Comités régionaux ou aux Comités d'étude des stocks. Toutefois, lorsqu'un Comité régional ou un Comité d'étude des stocks est établi, toute Partie contractante qui pêche dans la région ou qui exploite le stock visé peut être représentée de plein droit à ces Comités. Il en est de même si son littoral est adjacent à ladite région ou à la zone où se trouve le stock visé. Si une Partie contractante exploite un stock en dehors de la zone de compétence d'un Comité régional ou d'un Comité d'étude des stocks, elle peut être représentée si la Commission en décide ainsi.

6. Le Conseil a pour mandat d'aider et de conseiller la Commission, ses Comités régionaux et ses Comités d'étude des stocks pour ce qui concerne les aspects scientifiques de leurs fonctions.

7. Chaque Partie contractante peut envoyer au Conseil une délégation scientifique composée d'autant d'experts qu'elle le désirera. Le Conseil peut créer des organes subsidiaires et en déterminer la composition.

8. Le Conseil peut, avec l'accord de la Commission, inviter d'autres spécialistes ou experts à participer à titre consultatif à ses délibérations.

9. Le Conseil tient des sessions ordinaires dont les dates sont déterminées par la Commission compte tenu de ses sessions ordinaires. Il peut tenir des sessions extraordinaires sous réserve de l'approbation de la Commission.

ARTICLE VIII.

1. La Commission peut formuler, de sa propre initiative ou sur proposition d'un Comité régional ou d'un Comité d'étude des stocks et sur la base des résultats d'enquêtes scientifiques, des recommandations concernant les objectifs de la présente Convention. Ces recommandations prennent effet pour les Parties contractantes dans les conditions stipulées à l'article IX.

2. Les domaines dans lesquels la Commission peut formuler des recommandations sont les suivants:

- (a) réglementation du maillage des filets de pêche;
- (b) réglementation de la taille limite des poissons qui peuvent être gardés à bord d'un bateau de pêche, débarqués, exposés ou mis en vente;
- (c) établissement de périodes d'autorisation ou d'interdiction de la pêche;
- (d) établissement de zones où la pêche est autorisée ou interdite;
- (e) réglementation des engins et du matériel de pêche, en dehors de la réglementation du maillage des filets;
- (f) amélioration et accroissement des ressources biologiques, notamment par culture marine, transplantation et acclimatation d'organismes, transplantation de jeunes et lutte contre les prédateurs;
- (g) réglementation du volume total des prises par espèces, groupes d'espèces ou éventuellement par régions;
- (h) tout autre type de mesure directement liée à la conservation de toutes les ressources ichtyologiques et autres ressources biologiques de la zone de la Convention.

3. (a) Si la Commission formule une recommandation en vertu des dispositions du paragraphe 2 (g) du présent article, elle peut inviter les Parties contractantes intéressées qu'elle désigne à élaborer des accords sur la répartition d'un quota total des prises, en tenant compte des intérêts halieutiques de tous les pays intéressés et en s'assurant, dans la mesure du possible, que tous ces pays se conforment à la recommandation relative au quota total des prises et à tout accord portant sur sa répartition.

(b) Les Parties contractantes intéressées communiquent le plus rapidement possible à la Commission les termes de tout accord ainsi conclu. Sans porter atteinte à la valeur obligatoire de ces accords pour les parties, la Commission peut formuler des recommandations, en vertu des dispositions du paragraphe 1 du présent article, sur la teneur de ces accords.

4. La Commission notifie à toutes les Parties contractantes les recommandations qu'elle adopte.

ARTICLE IX.

1. Sous réserve des dispositions du présent article, les Parties contractantes s'engagent à appliquer toute recommandation adoptée par la Commission conformément à l'article VIII de la présente Convention.

2. Toute Partie contractante peut présenter une objection à la Commission dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la date de notification d'une recommandation et, dans ce cas, elle ne sera pas tenue d'appliquer cette recommandation.

3. Si une objection est présentée dans le délai de quatre-vingt-dix jours visé au paragraphe ci-dessus, toute autre Partie contractante peut présenter

une objection à tout moment au cours d'une période supplémentaire de soixante jours, ou dans un délai de trente jours à compter de la réception de la notification d'une objection présentée par une autre Partie contractante dans la période supplémentaire de soixante jours.

4. Si des objections à une recommandation sont présentées par trois au moins des Parties contractantes, toutes les autres Parties contractantes sont, de ce fait, dispensées de l'obligation d'appliquer cette recommandation; cependant, certaines d'entre elles ou toutes ces Parties contractantes peuvent convenir entre elles de l'appliquer.

5. Toute Partie contractante qui a présenté une objection à une recommandation peut à tout moment la retirer; sous réserve des dispositions du paragraphe ci-dessus, elle applique alors cette recommandation dans les quatre-vingt-dix jours.

6. La Commission notifie, dès réception, à toutes les Parties contractantes, toute objection et tout retrait d'objection.

ARTICLE X.

1. Sans préjudice des droits des Etats sur les eaux dans lesquelles ils sont habilités à exercer leur juridiction en matière de pêche conformément au droit international, toute Partie contractante prend dans son territoire et sur ces eaux à l'égard de toutes les personnes et de tous les navires et, au-delà de ces eaux, à l'égard de ses ressortissants et de ses navires, des mesures appropriées pour assurer l'application des dispositions de la présente Convention et des recommandations de la Commission qui lui sont applicables, ainsi que pour assurer la répression des infractions aux dites recommandations.

2. Les Parties contractantes s'engagent à collaborer en vue d'adopter des mesures efficaces visant à assurer l'application de la présente Convention et la réalisation de ses objectifs.

3. En outre, les Parties contractantes s'engagent à collaborer en vue d'instituer, sur la base d'une recommandation de la Commission, un système de contrôle international de l'application de celles des recommandations adoptées par la Commission qui seront choisies à cet effet, sauf dans les eaux sur lesquelles un Etat est habilité à exercer sa juridiction en matière de pêche conformément au droit international. L'adoption et la mise en oeuvre d'une telle recommandation seront régies par les dispositions des articles VIII et IX de la présente Convention.

4. Les Parties contractantes s'engagent à communiquer à la Commission, tous les deux ans ou chaque fois que la Commission le demandera, un compte rendu des mesures qu'elles ont prises en vertu du présent article.

ARTICLE XI.

1. La Commission cherchera à conclure des accords et à entretenir des rapports de travail avec d'autres institutions internationales ayant des objectifs connexes, en particulier avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, pour assurer une collaboration et une coordination efficaces et pour éviter les doubles emplois.

2. La Commission peut inviter à se faire représenter par un observateur à ses sessions, ainsi qu'aux sessions de ses organes subsidiaires, toute organisation internationale appropriée et le Gouvernement de tout Etat qui, aux termes de l'article XVII, peut devenir Partie à la Convention, mais qui n'est pas membre de la Commission.

ARTICLE XII.

1. La Commission nomme un Secrétaire exécutif dont elle fixe les conditions d'emploi.

2. Le Secrétaire exécutif nomme le personnel de la Commission selon les règles et conformément aux conditions que peut fixer la Commission.

3. Le Secrétaire exécutif s'acquiesce des tâches que peut lui confier la Commission, en particulier les suivantes:

(a) recevoir et transmettre toutes les communications officielles de la Commission;

(b) préparer les prévisions budgétaires à soumettre à l'examen de la Commission à ses sessions ordinaires;

(c) préparer et présenter à la Commission, à ses sessions ordinaires, un rapport sur les activités de la Commission et sur le programme de travail et prendre les dispositions nécessaires pour la publication ultérieure dudit rapport ainsi que des actes de la Commission;

(d) prendre des dispositions pour assurer le rassemblement et l'analyse des statistiques et autres données nécessaires à la réalisation des fins de la présente Convention;

(e) préparer, aux fins de soumission à la Commission et de publication éventuelle, des rapports sur des questions statistiques, biologiques et autres;

(f) autoriser les sorties de fonds conformément au budget de la Commission;

(g) tenir les comptes de la Commission;

(h) assurer la coopération avec les organisations internationales visées à l'article XI de la présente Convention.

ARTICLE XIII.

1. A chaque session ordinaire, la Commission adopte un budget pour l'exercice financier suivant et un projet de budget pour l'exercice financier qui le suit. La durée de l'exercice financier est de deux ans. Cependant, si la Commission se réunit plus d'une fois en session ordinaire durant un exercice financier, elle peut réviser le budget en cours si cela est nécessaire. Sous réserve de l'accord de toutes les Parties contractantes, la Commission peut, à n'importe quelle session, adopter un budget supplémentaire.

2. Les contributions des Parties contractantes au budget et au budget supplémentaire sont payables dans la ou les monnaies et à la date que détermine la Commission.

3. Le droit de vote de toute Partie contractante dont l'arriéré de contribution est égal ou supérieur à la contribution due par elle pour l'exercice financier précédent est suspendu, sauf décision contraire de la Commission.

4. La Commission peut également accepter, pour la poursuite de ses travaux, d'autres contributions de toute provenance, privée ou publique. Ces contributions seront utilisées et administrées conformément au règlement qu'adoptera la Commission.

5. La Commission fait procéder annuellement à la vérification indépendante de ses comptes. Elle examine et approuve les comptes vérifiés.

6. La Commission constitue un Fonds de roulement destiné à financer ses opérations en attendant le recouvrement des contributions annuelles et à toutes autres fins qu'elles juge nécessaires. La Commission fixe le montant du Fonds, détermine les avances nécessaires à son établissement et adopte les règlements régissant son utilisation.

ARTICLE XIV.

La Commission calcule les contributions des Parties contractantes au budget et au budget supplémentaire, au moyen de la formule ci-après:

(a) Un tiers du montant totale du budget et du budget supplémentaire est financé par les Parties contractantes à parts égales.

(b) Les Parties contractantes versent, pour chaque Comité régional ou Comité d'étude des stocks dont elles font partie, une contribution équivalente au tiers de celles qu'elles versent conformément aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus. Cette proportion sera réduite, si cela est nécessaire afin que le montant total des contributions versées par les Parties contractantes en vertu du présent alinéa ne dépasse pas un tiers du montant total du budget et du budget supplémentaire.

(c) Chaque Partie contractante contribue au financement du reste du budget supplémentaire dans une proportion égale à celle de ses prises nominales dans la zone de la Convention par rapport au total des prises nominales de toutes les Parties contractantes dans ladite zone. Pour établir ce total, la Commission tient compte de tous les poissons, crustacés, mollusques et autres invertébrés marins, à l'exception des espèces auxquelles la présente Convention ne s'applique pas, conformément aux dispositions de l'article III. Les prises sont déterminées sur la base de la moyenne des deux dernières années civiles pour lesquelles des statistiques ont été publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

ARTICLE XV.

1. La Commission détermine l'emplacement de son siège.

2. La Commission a la personnalité juridique. Elle peut notamment conclure des contrats, acquérir des biens mobiliers et immobiliers et en disposer.

ARTICLE XVI.

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent ni aux opérations de pêche menées uniquement dans un but de recherche scientifique par des navires habilités à cet effet par une Partie contractante, ni aux poissons pris au cours de telles opérations. Cependant, le poisson capturé dans ces conditions ne doit être ni vendu, ni exposé ou offert à la vente en infraction à une recommandation de la Commission.

ARTICLE XVII.

1. La présente Convention est ouverte à la signature du Gouvernement de tout Etat représenté à la Conférence qui a adopté la Convention ou du Gouvernement de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une quelconque des institutions spécialisées de cette Organisation.

2. La signature de la présente Convention sera sujette à ratification, acceptation ou approbation.

3. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout Etat visé au paragraphe 1 du présent article et qui n'aura pas signé la Convention, ou tout autre Etat que la Commission invitera à l'unanimité à devenir Partie à la Convention, pourra y adhérer.

4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de adhésion seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ci-après dénommé « le dépositaire ».

5. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion ne peuvent faire l'objet d'aucune réserve.

ARTICLE XVIII.

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra le dépôt d'au moins quatre instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, pour autant que le poids total des prises nominales effectuées dans la zone de la Convention par les pays qui ont déposé ces instruments s'élève à sept cent mille tonnes métriques au minimum, en se fondant sur les statistiques établies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour l'année mil neuf cent soixante-huit.

2. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, la Convention prendra effet, pour chaque Etat dont le Gouvernement déposera un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le trentième jour suivant le jour où cet instrument sera reçu par le dépositaire.

ARTICLE XIX.

1. Toute Partie contractante peut proposer des amendements à la présente Convention qui seront soumis à la Commission, pour approbation, au cours d'une session ordinaire ou extraordinaire. Toute proposition d'amendement de la Convention sera communiquée au dépositaire qui en informera les Parties contractantes. Tout amendement prend effet, pour chaque Partie contractante qui l'a accepté, le quatre-vingt-dixième jour qui suit son acceptation par les trois quarts des Parties contractantes, et, pour chacune des autres, à compter du jour où le dépositaire reçoit notification de cette acceptation.

2. Tout Etat qui devient Partie contractante après qu'un amendement à la présente Convention ait été proposé à l'acceptation conformément aux dispositions du présent article, est lié par la Convention modifiée par l'amendement en question dès que celui-ci prend effet.

ARTICLE XX.

A tout moment après l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la date à laquelle la présente Convention sera entrée en vigueur, toute Partie contractante pourra dénoncer la Convention en donnant par écrit une notification de dénonciation. La dénonciation entrera en vigueur le trente et un décembre de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la notification de dénonciation a été transmise au dépositaire.

ARTICLE XXI.

1. Le dépositaire notifie aux Gouvernements des Etats visés aux paragraphes 1 et 3 de l'article XVII:

(a) la signature de la présente Convention et le dépôt des instruments de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, conformément aux dispositions de l'article XVII;

(b) la date à laquelle la Convention entrera en vigueur, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article XVIII.

2. Le dépositaire communique à toutes les Parties contractantes:

(a) les propositions d'amendement à la Convention, la notification de l'acceptation de ces amendements et de l'entrée en vigueur de ceux-ci, conformément aux dispositions de l'article XIX;

(b) les notifications de dénonciation faites conformément aux dispositions de l'article XX.

3. L'original de la présente Convention est déposé auprès du dépositaire, qui en fait tenir copie certifiée conforme aux Gouvernements des Etats qui peuvent devenir Parties à la Convention en vertu des dispositions de l'article XVII.

FAIT A ROME ce vingt-trois octobre mil neuf cent soixante-neuf en un seul exemplaire en langues anglaise, française et espagnole, les trois textes faisant également foi.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.*

**CONVENZIONE PER LA CONSERVAZIONE DELLE
RISORSE BIOLOGICHE DELL'ATLANTICO SUD-EST****PREAMBOLO**

I Governi degli Stati Parti della presente Convenzione, considerando l'interesse che essi hanno per le risorse biologiche dell'Atlantico Sud-Est e desiderosi di cooperare al mantenimento e allo sfruttamento razionale di tali risorse, hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

1. La zona nella quale si applica la presente Convenzione, qui di seguito denominata « zona della Convenzione », comprende tutte le acque il cui perimetro è delimitato come segue:

Una linea che parte da un punto situato a 6°4'36" di latitudine Sud e 12°19'48" di longitudine Est, segue una direzione Nord-Ovest lungo la linea di rombo fino al punto di intersezione del 12° meridiano Est e del 6° parallelo Sud, e si dirige ad Ovest lungo tale parallelo fino al 20° meridiano Ovest, poi a Sud lungo tale meridiano fino al 50° parallelo Sud, poi ad Est lungo tale parallelo fino al 40° meridiano Est, poi a Nord lungo tale meridiano fino alla costa del Continente africano, poi ad Ovest lungo tale costa fino al punto di partenza.

2. Il limite Est, situato sul 40° meridiano Est, sarà riveduto qualora dovesse essere stabilita una Convenzione per la conservazione delle risorse biologiche del mare che si applichi ad una zona immediatamente adiacente.

ARTICOLO II.

Le disposizioni della presente Convenzione non possono portare pregiudizio ai diritti, rivendicazioni o punti di vista delle Parti contraenti per quanto riguarda i limiti del mare territoriale o l'estensione della giurisdizione in materia di pesca, in conformità con il diritto internazionale.

ARTICOLO III.

La presente Convenzione si applica a tutte le risorse ittologiche e alle altre risorse biologiche della zona della Convenzione, ad eccezione delle risorse che possono essere escluse in virtù di transazioni o accordi conclusi dalla Commissione, in conformità con le disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo XI della presente Convenzione.

ARTICOLO IV.

Le Parti contraenti hanno convenuto di istituire una Commissione e di assicurarne il mantenimento; questa Commissione sarà denominata Commissione internazionale della pesca per l'Atlantico Sud-Est, qui di seguito denominata « la Commissione » e il suo compito sarà quello di adempiere alle funzioni specificate nella presente Convenzione.

ARTICOLO V.

1. La Commissione si riunisce in sessione ordinaria almeno una volta ogni due anni. Può essere convocata in sessione straordinaria in qualsiasi momento, su richiesta di una delle Parti contraenti, purché tale domanda sia appoggiata da almeno altre tre Parti contraenti.

2. Ciascuna Parte contraente è rappresentata alla Commissione da non più di tre delegati che possono essere accompagnati da esperti e consiglieri.

3. Ciascuna Parte contraente dispone di un voto in seno alla Commissione. Salvo disposizioni contrarie della presente Convenzione, le decisioni della Commissione sono prese alla maggioranza dei due terzi delle Parti contraenti presenti e votanti. Il *quorum* è costituito dai due terzi delle Parti contraenti.

4. Ad ogni sessione ordinaria la Commissione nomina tra i delegati un Ufficio costituito da un Presidente, un primo Vice Presidente e un secondo Vice Presidente, i cui mandati scadono con la nomina dei loro successori nella sessione ordinaria successiva e non possono essere eletti più di due volte di seguito per le stese funzioni. Un delegato non ha il diritto di voto quando esercita le funzioni di Presidente.

5. Le lingue di lavoro della Commissione sono l'inglese, il francese e lo spagnolo.

6. La Commissione adotta il regolamento interno e tutte le disposizioni interne d'ordine amministrativo necessarie all'esercizio delle sue funzioni. Gli organi sussidiari istituiti dalla Commissione in virtù delle disposizioni dell'articolo VII possono fissare il loro regolamento interno, che entra in vigore solo dopo essere stato approvato dalla Commissione.

ARTICOLO VI.

1. Per raggiungere gli obiettivi della presente Convenzione, la Commissione è incaricata di studiare tutte le risorse ittologiche e biologiche della zona della Convenzione. Questo studio comprenderà le ricerche sull'abbondanza, il ciclo biologico, la biometria e l'ecologia di tali risorse, nonché lo studio del loro ambiente. Per effettuare tali ricerche la Commissione riunirà, analizzerà, pubblicherà e diffonderà con ogni mezzo adeguato le informazioni d'ordine statistico, biologico e le altre notizie scientifiche su tali risorse.

2. Per adempiere alle sue funzioni la Commissione utilizza, nella misura del possibile, i servizi tecnici e scientifici degli organismi ufficiali delle Parti contraenti nonché le informazioni che tali organismi le forniscono. La Commissione può utilizzare, se lo riterrà necessario, altri ser-

vizi e informazioni e può altresì intraprendere, nei limiti del suo bilancio supplementare, delle ricerche indipendenti destinate a completare le ricerche effettuate dai Governi e dalle istituzioni nazionali e da altri organismi internazionali.

3. Le Parti contraenti si impegnano a fornire, su richiesta della Commissione, tutte le informazioni disponibili, di ordine statistico o di altro genere, di cui la Commissione potrà avere bisogno ai fini della presente Convenzione.

ARTICOLO VII.

1. La Commissione può istituire un Comitato regionale per ciascuna delle regioni che potranno essere costituite, su una base ecologica, nella zona della Convenzione e un Comitato di studio per gli *stocks* o per ciascuno *stock* che si trovano in tale zona. La Commissione può altresì istituire un Consiglio consultivo scientifico, qui di seguito denominato « il Consiglio ». La Commissione può costituire qualunque altro organo sussidiario necessario all'esercizio delle sue funzioni e determinarne, per ogni singolo caso, la composizione e il mandato.

2. I Comitati regionali hanno le attribuzioni specificate nel presente articolo, salvo che per quanto riguarda gli *stocks* per i quali è stato istituito un Comitato di studio.

3. Un Comitato regionale o un Comitato di studio degli *stocks* può proporre, sulla base dei risultati di inchieste scientifiche, delle misure applicabili alla regione o allo *stock* per il quale è stato istituito, ed esamina tutte le proposte che gli vengono sottoposte dalla Commissione.

4. Un Comitato regionale o un Comitato di studio degli *stocks* può elaborare dei progetti di raccomandazioni da sottoporre alla Commissione. La Commissione li può adottare dopo avervi apportato, se del caso, le modifiche che gli sembrano opportune, in conformità con le disposizioni dell'articolo VIII della presente Convenzione.

5. La Commissione designa le Parti contraenti che possono essere rappresentate ai Comitati regionali o ai Comitati di studio degli *stocks*. Tuttavia, quando viene costituito un Comitato regionale o un Comitato di studio degli *stocks*, tutte le Parti contraenti che pescano nella regione o che sfruttano lo *stock* in questione possono essere rappresentate di pieno diritto a tali Comitati. Quanto sopra vale anche se il suo litorale è adiacente a detta regione o zona in cui si trova lo *stock* in questione. Se una Parte contraente sfrutta uno *stock* al di fuori della zona di competenza di un Comitato regionale o di un Comitato di studio degli *stocks*, può essere rappresentata se la Commissione decide in tal senso.

6. Il Consiglio ha per mandato di aiutare e consigliare la Commissione, i suoi Comitati regionali e i suoi Comitati di studio degli *stocks* per quanto riguarda gli aspetti scientifici delle loro funzioni.

7. Ciascuna Parte contraente può inviare al Consiglio una delegazione scientifica composta dal numero di esperti che desidera. Il Consiglio può istituire degli organi sussidiari e stabilirne la composizione.

8. Il Consiglio può, d'intesa con la Commissione, invitare altri studiosi o esperti a partecipare a titolo consultivo alle sue deliberazioni.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

9. Il Consiglio tiene delle sessioni ordinarie le cui date vengono fissate dalla Commissione, tenuto conto delle sue sessioni ordinarie. Il Consiglio può tenere delle sessioni straordinarie previa approvazione della Commissione.

ARTICOLO VIII.

1. La Commissione può formulare, di sua propria iniziativa o su proposta di un Comitato regionale o di un Comitato di studio degli *stocks* e sulla base dei risultati di inchieste scientifiche, delle raccomandazioni sugli obiettivi della presente Convenzione. Queste raccomandazioni avranno effetto per le Parti contraenti alle condizioni specificate all'articolo IX.

2. La Commissione può formulare raccomandazioni nei seguenti settori:

- a) regolamentazione della lavorazione delle reti da pesca;
- b) regolamentazione delle dimensioni limite dei pesci che possono essere conservati a bordo di un peschereccio, essere sbarcati, esposti e messi in vendita;
- c) determinazione dei periodi di autorizzazione o di divieto della pesca;
- d) determinazione delle zone in cui la pesca è autorizzata o vietata;
- e) regolamentazione degli arnesi e del materiale da pesca, al di fuori della regolamentazione della lavorazione delle reti;
- f) miglioramento e aumento delle risorse biologiche, in particolare con colture marine, trapianti e acclimatazione di organismi, trapianti di pesci piccoli e lotta contro i predatori;
- g) regolamentazione della quantità totale delle catture a seconda della specie, gruppi di specie o eventualmente a seconda delle regioni;
- h) ogni altro provvedimento strettamente legato alla conservazione di tutte le risorse ittologiche e di altre risorse biologiche della zona della Convenzione.

3. a) Se la Commissione formula una raccomandazione in virtù delle disposizioni del paragrafo 2 (g) del presente articolo, può invitare le Parti contraenti interessate, da essa designate ad elaborare degli accordi sulle ripartizioni di una quota totale delle catture, tenendo conto degli interessi alieutici di tutti i Paesi interessati e assicurandosi, nella misura del possibile, che tutti questi Paesi si conformino alla raccomandazione relativa alla quota totale delle catture e ad ogni accordo riguardante la sua ripartizione.

b) Le Parti contraenti interessate comunicano immediatamente alla Commissione i termini di ogni accordo così concluso. Senza pregiudicare l'obbligatorietà di questi accordi per le Parti, la Commissione può formulare, in virtù delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, delle raccomandazioni sul tenore di tali accordi.

4. La Commissione notifica a tutte le Parti contraenti le raccomandazioni che adotta.

ARTICOLO IX.

1. Con riserva delle disposizioni del presente articolo, le Parti contraenti si impegnano ad applicare tutte le raccomandazioni adottate dalla Commissione in conformità con l'articolo VIII della presente Convenzione.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Ciascuna Parte contraente può presentare una obiezione alla Commissione entro 90 giorni dalla notifica di una raccomandazione e in tal caso non sarà tenuta ad applicare tale raccomandazione.

3. Se una obiezione viene presentata entro il termine di 90 giorni previsto dal precedente paragrafo, qualsiasi altra Parte contraente può presentare, in qualunque momento, una obiezione entro un periodo supplementare di sessanta giorni, o entro un termine di 30 giorni dal ricevimento della notifica di un'obiezione presentata da un'altra Parte contraente nel periodo supplementare di sessanta giorni.

4. Se almeno tre Parti contraenti presentano obiezioni ad una raccomandazione, tutte le altre Parti contraenti sono per questo fatto dispensate dall'obbligo di applicare tale raccomandazione; tuttavia alcune di esse o tutte queste Parti contraenti possono convenire tra di loro di applicarla.

5. Ciascuna Parte contraente che ha presentato un'obiezione ad una raccomandazione può ritirarla in qualunque momento; con riserva delle disposizioni del seguente paragrafo, la Parte contraente applica allora tale raccomandazione entro 90 giorni.

6. La Commissione notifica, appena le riceve, tutte le obiezioni o ritiro di obiezione alle Parti contraenti.

ARTICOLO X.

1. Senza pregiudizio dei diritti degli Stati sulle acque nelle quali sono autorizzati ad esercitare la loro giurisdizione in materia di pesca, in conformità con il diritto internazionale, ciascuna Parte contraente adotta, nel suo territorio e su queste acque, nei riguardi di tutte le persone e di tutte le navi e, al di là di tali acque, nei riguardi dei suoi cittadini e delle sue navi, i provvedimenti necessari ad assicurare l'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione e delle raccomandazioni della Commissione che possono essergli applicate, nonché ad assicurare la repressione delle infrazioni a tali raccomandazioni.

2. Le Parti contraenti si impegnano a collaborare in vista di adottare delle misure efficaci per assicurare l'applicazione della presente Convenzione e la realizzazione dei suoi obiettivi.

3. Le Parti contraenti si impegnano, inoltre, a collaborare in vista di istituire, sulla base d'una raccomandazione della Commissione, un sistema di controllo internazionale di applicazione delle raccomandazioni adottate dalla Commissione che a tale scopo saranno scelte, salvo che nelle acque sulle quali uno Stato è autorizzato ad esercitare la sua giurisdizione in materia di pesca in conformità con il diritto internazionale. L'adozione e l'applicazione di una tale raccomandazione saranno regolate dalle disposizioni degli articoli VIII e IX della presente Convenzione.

4. Le Parti contraenti si impegnano a comunicare alla Commissione, ogni due anni o ogni volta che la Commissione lo richiederà, un resoconto dei provvedimenti che avranno adottato in virtù del presente articolo.

ARTICOLO XI.

1. La Commissione cercherà di concludere accordi e mantenere rapporti di lavoro con altre istituzioni internazionali che hanno obiettivi analoghi, in particolare con la FAO, al fine di assicurare una collaborazione ed un coordinamento efficace ed evitare i doppi impieghi.

2. La Commissione può invitare tutte le organizzazioni internazionali appropriate e i Governi di tutti gli Stati che, ai termini dell'articolo XVII, possono diventare Parti alla Convenzione, ma che non sono membri della Commissione, a farsi rappresentare da un osservatore alle sue sessioni, nonché alle sessioni dei suoi organi sussidiari.

ARTICOLO XII.

1. La Commissione nomina un Segretario esecutivo e ne stabilisce le condizioni di impiego.

2. Il Segretario esecutivo nomina il personale della Commissione secondo le norme e secondo le condizioni che la Commissione può fissare.

3. Il Segretario esecutivo assolve i compiti che la Commissione gli può affidare e in particolare:

a) riceve e trasmette tutte le comunicazioni ufficiali della Commissione;

b) prepara le previsioni di bilancio da sottoporre all'esame della Commissione durante le sue sessioni ordinarie;

c) prepara e presenta alla Commissione, durante le sue sessioni ordinarie, una relazione sulle attività della Commissione e sul programma di lavoro e prende tutti i provvedimenti necessari per la successiva pubblicazione di detta relazione nonché degli atti della Commissione;

d) prende dei provvedimenti per assicurare la raccolta e l'analisi delle statistiche e degli altri dati necessari al raggiungimento degli scopi della presente Convenzione;

e) prepara delle relazioni su problemi statistici, biologici o di altro genere per sottoporle alla Commissione e per l'eventuale pubblicazione;

f) autorizza l'uscita dei fondi in conformità con il bilancio della Commissione;

g) tiene i conti della Commissione;

h) assicura la cooperazione con le organizzazioni internazionali di cui all'articolo XI della presente Convenzione.

ARTICOLO XIII.

1. Durante ogni sessione ordinaria, la Commissione adotta un bilancio per l'esercizio finanziario successivo e un progetto di bilancio per l'esercizio finanziario successivo a questo. La durata dell'esercizio finanziario è di due anni. Tuttavia, se la Commissione si riunisce più di una volta in sessione ordinaria durante un esercizio finanziario, può rivedere, se è necessario, il bilancio dell'anno in corso. La Commissione può adottare un bilancio supplementare durante qualunque sessione, purché tutte le Parti contraenti siano d'accordo.

2. I contributi delle Parti contraenti al bilancio ed al bilancio supplementare sono pagabili nella o nelle valute e alla data fissata dalla Commissione.

3. Salvo decisione contraria della Commissione, viene sospeso il diritto di voto di ciascuna Parte contraente il cui arretrato dei contributi è uguale o superiore ai contributi che deve pagare per l'esercizio finanziario precedente.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4. La Commissione può anche accettare, per il proseguimento dei suoi lavori, altri contributi di qualunque provenienza sia privata che pubblica. Tali contributi verranno utilizzati ed amministrati in conformità con il regolamento che la Commissione adotterà.

5. La Commissione fa procedere annualmente alla verifica indipendente dei suoi conti, ed esamina ed approva i conti verificati.

6. La Commissione costituisce un fondo di rotazione destinato a finanziare le sue operazioni in attesa delle riscossioni dei contributi annuali e per ogni altro fine che essa reputi necessario. La Commissione fissa l'ammontare del Fondo, stabilisce gli anticipi necessari alla sua istituzione e adotta i regolamenti che disciplinano la sua utilizzazione.

ARTICOLO XIV.

La Commissione calcola i contributi delle Parti contraenti al bilancio e al bilancio supplementare, per mezzo della seguente formula:

a) Un terzo dell'ammontare totale del bilancio e del bilancio supplementare è finanziato dalle Parti contraenti in parti uguali.

b) Le Parti contraenti versano, per ogni Comitato regionale o Comitato di studio degli *stocks* di cui fanno parte, un contributo equivalente ad un terzo dei contributi che esse versano in conformità con le disposizioni del precedente comma a). Se sarà necessario, tale proporzione sarà ridotta, affinché l'ammontare totale dei contributi versati dalle Parti contraenti, in virtù del presente comma, non superino un terzo dell'ammontare totale del bilancio e del bilancio supplementare.

c) Ciascuna Parte contraente contribuisce al finanziamento del bilancio e del bilancio supplementare in una proporzione uguale a quella delle sue catture nominali nella zona della Convenzione in rapporto al totale delle catture nominali di tutte le Parti contraenti in detta zona. Per stabilire questo totale, la Commissione tiene conto di tutti i pesci, crostacei, molluschi ed altri invertebrati marini, con l'eccezione delle specie per le quali la presente Convenzione non viene applicata, in conformità con le disposizioni dell'articolo III. Le catture sono determinate sulla base della media dei due ultimi anni civili per i quali la FAO ha pubblicato delle statistiche.

ARTICOLO XV.

1. La Commissione stabilisce il luogo della sua Sede.

2. La Commissione ha personalità giuridica. Può, in particolare, concludere contratti, acquistare dei beni mobili ed immobili e disporne.

ARTICOLO XVI.

Le disposizioni della presente Convenzione non si applicano alle operazioni di pesca effettuate unicamente per scopi di ricerca scientifica da navi a tal fine autorizzate da una Parte contraente, né ai pesci presi nel corso di tali operazioni. Il pesce pescato in queste condizioni non deve essere tuttavia né venduto né esposto o offerto alla vendita contravvenendo ad una raccomandazione della Commissione.

ARTICOLO XVII.

1. La presente Convenzione è aperta alla firma dei Governi di tutti gli Stati presenti alla Conferenza che hanno adottato la Convenzione o dei Governi di tutti gli stati membri dell'ONU o di una qualunque delle istituzioni specializzate di tale Organizzazione.

2. La firma della presente Convenzione sarà sottoposta alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione.

3. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, tutti gli Stati di cui al paragrafo 1 del presente articolo e che non avranno firmato la Convenzione, o tutti gli altri Stati che la Commissione inviterà all'unanimità a diventare Parti alla Convenzione, potranno aderirvi.

4. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, d'approvazione o d'adesione saranno depositati presso il Direttore Generale della FAO, qui di seguito denominato « il depositario ».

5. La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione non possono essere oggetto di alcuna riserva.

ARTICOLO XVIII.

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno dopo il deposito di almeno quattro strumenti di ratifica, d'accettazione o di approvazione, purché il peso totale delle catture nominali effettuate nella zona della Convenzione dai Paesi che hanno depositato tali strumenti si elevi ad almeno settecentomila tonnellate metriche, basandosi sulle statistiche stabilite dalla FAO per l'anno 1968.

2. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione in conformità con le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, la Convenzione avrà effetto, per ogni Stato il cui Governo depositerà uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, il trentesimo giorno dopo quello in cui tale strumento sarà ricevuto dal depositario.

ARTICOLO XIX.

1. Ciascuna Parte contraente può proporre degli emendamenti alla presente Convenzione che saranno sottoposti all'approvazione della Commissione durante una sessione ordinaria o straordinaria. Ciascuna proposta di emendamento della Convenzione sarà comunicata al depositario che ne informerà le Parti contraenti. Ciascun emendamento entrerà in vigore, per ciascuna Parte contraente che lo ha accettato, novanta giorni dopo la sua accettazione da parte dei tre quarti delle Parti contraenti e, per ciascuna delle altre Parti, questo termine viene calcolato a partire dal giorno in cui il depositario riceve la notifica di tale accettazione.

2. Gli Stati che diventano Parti contraenti dopo che è stato proposto all'accettazione un emendamento alla presente Convenzione, in conformità con le disposizioni del presente articolo, sono vincolati dalla Convenzione modificata dall'emendamento in questione da quando quest'ultimo entra in vigore.

ARTICOLO XX.

Ciascuna Parte contraente potrà denunciare la Convenzione, con una denuncia scritta, in qualunque momento dopo la scadenza di un termine di dieci anni a partire dalla data in cui la presente Convenzione sarà entrata in vigore.

ARTICOLO XXI.

1. Il depositario notifica ai Governi degli Stati di cui ai paragrafi 1 e 3 dell'articolo XVII:

a) la firma della presente Convenzione e il deposito degli strumenti di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione, conformemente alle disposizioni dell'articolo XVII;

b) la data in cui entrerà in vigore la Convenzione, conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo XVIII.

2. Il depositario comunica a tutte le Parti contraenti:

a) le proposte di emendamento alla Convenzione, la notifica dell'accettazione di tali emendamenti e dell'entrata in vigore di questi ultimi, conformemente alle disposizioni dell'articolo XIX;

b) le notifiche di denuncia fatte in conformità con le disposizioni dell'articolo XX.

3. L'originale della presente Convenzione è depositato presso il depositario, che ne fa tenere copia conforme ai Governi degli Stati che, in virtù delle disposizioni dell'articolo XVII, possono diventare Parti alla Convenzione.

FATTO A Roma, il 23 ottobre 1969 in un unico esemplare in lingua inglese, francese e spagnola, 1 tre testi facenti ugualmente fede.